

STATUTS DE LA LIGUE DE BRIDGE DE QUÉBEC

La Constitution de la Ligue de bridge de Québec qui a été adoptée par l'Assemblée générale le 15 octobre 1977 est remplacée par les dispositions suivantes.

CHAPITRE 1 - DÉNOMINATION - OBJET

Article 1 :

Sous le nom de LIGUE DE BRIDGE DE QUÉBEC, il est constitué une association de membres correspondant à l'unité 152 de l'American Contract Bridge League (ACBL). Son territoire comprend la Mauricie, la région de Québec, Charlevoix, une partie de la région des Bois-Francs, la Beauce et la rive sud du fleuve en deçà de Rimouski.

Article 2 :

La Ligue a pour objet

- d'encourager le jeu du bridge-contrat sous toutes ses formes, et plus particulièrement le jeu du bridge-contrat duplicate;
- d'organiser, dans le cadre de la réglementation de l'ACBL, le déroulement des compétitions régionales, de secteur ou locales;
- de représenter l'ACBL auprès des clubs et joueurs, membres de l'unité 152 et ceux-ci auprès de l'ACBL.

Article 3 :

Pour atteindre ses objectifs, la Ligue peut

- donner des trophées (ou tout autre prix en accord avec les dispositions des articles 4 et 5) à l'occasion de ces tournois et concours;
- imposer et encaisser, à l'occasion, toute cotisation qui peut être décidée par l'Assemblée générale sous recommandation du conseil d'administration;
- louer ou prendre toute autre entente d'utilisation de lieux, acheter ou acquérir de toute manière tout matériel et accessoires jugés nécessaires ou utiles à ces occasions et pour la conduite des affaires de la Ligue;
- s'affilier ou coopérer avec toute organisation canadienne ou étrangère ayant des objectifs similaires aux siens ou présentant à la Ligue des avantages d'affiliation ou de coopération;
- utiliser de temps à autres les fonds de la Ligue pour toute fin charitable ainsi définie par le conseil d'administration;
- accepter et recevoir tout don, abonnement ou contribution, en argent liquide ou autrement, relatif aux affaires de la Ligue, en remplissant toutes les conditions et obligations se rattachant à ces versements.

Article 4 :

Nonobstant tout ce qui précède ou suit, sa gestion financière est totalement désintéressée et aucune distribution des fonds de la Ligue par voie de dividende ou autrement ne doit être faite à ses membres.

Nonobstant l'alinéa 1, la politique no. 1 de la ligue, connue comme étant POLITIQUE DE SOUTIEN FINANCIER AUX BRIDGEURS DE L'UNITE 152 PARTICIPANT À DES COMPÉTITIONS DE LA FCB ET DE L'ACBL, est appliquée.

Article 5 :

Aucun prix en argent ne sera accordé à tout tournoi (ou compétition) organisé ou soutenu par la Ligue.

Article 6 :

Les paris de toute nature, à l'occasion des tournois ou compétitions de la Ligue, sont strictement prohibés.

CHAPITRE II - COMPOSITION**Article 7 :**

La Ligue de bridge de Québec est composée des membres en règle de l'ACBL, unité 152.

Article 8 :

Les demandes d'adhésion seront reçues de telle manière et sous telle forme que le conseil d'administration approuvera de temps à autre. Le conseil d'administration pourra déléguer l'autorité de les accepter au conseil exécutif ou à tous autres membres du conseil d'administration.

Article 9 :

Les cotisations annuelles exigées par la Ligue, s'il y a lieu, sont fixées par le conseil d'administration et sont payables d'avance.

Article 10 :

Cessent de faire partie de la Ligue :

- les membres actifs ayant donné leur démission par instruction écrite et dûment signée,
- les membres ayant été suspendus ou exclus dans les conditions prévues par le règlement de discipline ou pour le non-respect des présents statuts,
- les membres non à jour dans leur cotisation, s'il y a lieu.

Article 11 :

Seuls les membres actifs sont autorisés à assister et à voter aux assemblées de la Ligue.

Article 12 :

Les membres de la Ligue n'encourent aucune responsabilité personnelle ni solidaire à l'égard des engagements de la Ligue, lesquels ne sont garantis que par les biens de celle-ci.

CHAPITRE III - ADMINISTRATION

Article 13 :

La Ligue de bridge est administrée par un conseil d'administration de sept membres, dont quatre sont élus pour un terme de deux ans lors des années paires et trois pour un terme de deux ans lors des années impaires.

Article 14 :

Tout membre actif de la Ligue est éligible au conseil d'administration.

Article 15 :

Le conseil d'administration entièrement constitué doit tenir une assemblée dans les sept (7) jours suivant l'assemblée annuelle pour procéder à l'attribution des quatre (4) postes formant le conseil exécutif dont les membres restent en fonction jusqu'à l'année suivante. Le conseil exécutif est composé comme suit :

un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

- 15.1** Le président est l'officier senior de la Ligue. Il préside normalement à toutes les assemblées des membres ou du conseil d'administration lorsqu'il est présent. Il est, d'office, membre de tout comité spécial ou permanent autre que ceux mentionnés aux articles 30 et 31. Il fait rapport au conseil d'administration sur les activités de la Ligue, lorsque requis. Il vaque à toutes les activités normales reliées à un poste de président.
- 15.2** Le vice-président supplée le président dans ses fonctions en cas d'absence de ce dernier. En outre, il doit s'acquitter de toute tâche que le conseil d'administration peut lui assigner.
- 15.3** Le secrétaire doit assister à toutes les assemblées de la Ligue, du conseil d'administration et du conseil exécutif, il doit en rédiger les procès-verbaux et les conserver en archives. Il s'occupe de tous les avis de convocation et de toute tâche normalement dévolue à un secrétaire.
En cas d'absence du secrétaire, le président nommera un secrétaire-adjoint pour agir à cette réunion.
- 15.4** Le trésorier reçoit toutes les sommes payées à la Ligue et tient compte des recettes et déboursés dans des livres appropriés. Il dépose ces sommes aux nom

et crédit de la Ligue chez toute institution financière choisie par le conseil d'administration. Les déboursés se font par chèque, coupon de caisse ou argent comptant justifié par un reçu. Il s'acquitte de toutes tâches normalement remplies par un trésorier.

Article 16 :

Le conseil d'administration a le pouvoir d'exercer une gérance et un contrôle complets des affaires de la Ligue, en conformité avec la loi et les présents statuts et peut adopter tout règlement quant aux pouvoirs et obligations des membres du conseil d'administration et à la conduite des affaires de la Ligue.

Tout mouvement de fonds, toute dépense, tout engagement n'ont de valeur que signés par le président et le trésorier. Le président peut déléguer ce pouvoir à un des membres du conseil d'administration.

Le C.A. a l'autorité de recommander l'approbation des demandes faites à l'ACBL par un nouveau club. Telle approbation sera transmise à l'ACBL par le président.

Article 17 :

En cas de démission ou de départ d'un des membres du conseil exécutif, il sera remplacé immédiatement par un des trois administrateurs laissés antérieurement en dehors du dit conseil.

En cas de démission ou de départ d'un membre du conseil d'administration autre que ceux désignés précédemment, les membres encore en poste choisiront un membre actif de la Ligue pour la durée du mandat restant à courir.

Article 18 :

Aucun membre du conseil d'administration n'a droit à une rémunération comme telle. Cependant, avec l'assentiment du conseil, un administrateur peut être compensé pour des services particuliers rendus à la Ligue et remboursé de toute dépense faite en rapport avec les affaires de la Ligue. Tout paiement de cette nature doit être approuvé par au moins trois (3) administrateurs autres que celui ainsi compensé.

Article 19 :

Le conseil d'administration tient ses réunions en tout lieu qu'il juge approprié. Aucun avis n'est exigé pour la convocation des réunions régulières. Des réunions spéciales peuvent être convoquées par tout administrateur avec un préavis de deux jours au moins. Quatre (4) administrateurs constituent un quorum pour la transaction de toute affaire. En cas d'égalité des votes, le président de la réunion a droit au vote prépondérant.

Article 20 :

Les pouvoirs de discipline sont exercés dans les conditions fixées par l'«ACBL Code of Disciplinary Regulations ».

Article 21 :

Aboli.

Article 22 :

L'année financière de la Ligue se termine le 30^e jour de juin de chaque année.

CHAPITRE IV - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ET ASSEMBLÉES SPÉCIALES

Article 23 :

L'Assemblée générale est composée des membres actifs de la Ligue. Six (6) membres constituent un quorum pour l'assemblée générale annuelle ou pour une assemblée spéciale.

Article 24 :

L'Assemblée générale est convoquée au plus tard seize (16) mois à partir de la dernière assemblée annuelle. Le conseil d'administration fixe la date de convocation et l'ordre du jour.

Article 25 :

L'Assemblée générale annuelle des membres a lieu lors d'un tournoi d'automne. L'avis de convocation est imprimé sur le programme du tournoi distribué dans les clubs de l'unité 152 et publié sur le site internet de la Ligue. Il est également réputé avoir été porté à la connaissance de tous les membres.

L'ordre du jour de l'assemblée doit obligatoirement porter sur la composition du Conseil d'administration de la Ligue pour l'année, les rapports du conseil d'administration incluant le rapport financier et sur tout autre sujet d'intérêt pour les membres.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité, le président de l'assemblée a droit au vote prépondérant.

Article 26 :

Aboli.

Article 27 :

Aboli.

Article 28 :

L'Assemblée générale nomme, si elle le juge à propos, un ou deux vérificateurs aux comptes pris parmi les membres de la Ligue ne faisant pas partie du conseil d'administration. Ces vérificateurs dont le mandat sera obligatoirement gratuit, auront pour mission de se faire remettre par le trésorier à l'issue de l'année financière, les différentes pièces et livres comptables, de vérifier l'exactitude des écritures et d'en faire rapport à

l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'année écoulée.

Article 29 :

Des assemblées générales spéciales peuvent être convoquées en tout temps par le conseil d'administration, le conseil exécutif ou un groupe de quinze (15) membres. L'avis de convocation doit alors être de dix (10) jours et est réputé avoir été communiqué par annonce et affichage dans les clubs de l'unité 152. De telles assemblées peuvent être convoquées dans le but de modifier les statuts de la Ligue ou de dissoudre la Ligue ou pour toute autre raison exceptionnelle.

Le quorum pour délibérer valablement est fixé à 12 membres actifs. Si ce nombre n'est pas respecté, une nouvelle assemblée pourra être convoquée par le président dans un délai de 15 jours où le quorum est constitué des membres présents.

Les décisions seront prises à la majorité des 2/3 des personnes présentes.

CHAPITRE V - COMITÉS PERMANENTS ET AUTRES

Article 30 :

Comité d'éthique et de discipline

Un comité d'éthique et de discipline est formé par le conseil d'administration. Il est composé de trois membres avec pour président un administrateur de la Ligue. Les membres de ce comité restent en fonction jusqu'à l'assemblée annuelle de l'année suivante, au moment où ils sont remplacés ou nommés de nouveau.

Le conseil d'administration définit la mission et l'étendue des pouvoirs de ce comité.

Article 31 :

Comité d'élection

Les membres du Conseil d'administration (CA) de la Ligue de bridge de Québec (LBQ) sont en élection les années paires pour les postes identifiés 1, 2, 6 et 7 et les années impaires pour les postes identifiés 3, 4 et 5, pour un terme de 2 ans.

Si une vacance survient en cours d'année à la suite d'une démission ou si l'élection précédente n'a pu combler tous les postes disponibles, il est loisible au CA d'inviter un membre à s'y joindre jusqu'à la prochaine élection. Si un poste d'administrateur vacant est ainsi comblé après la période électorale, ce poste s'ajoute à ceux en élection l'année suivante (pour un demi-terme) à moins qu'il ne s'agisse d'un poste déjà soumis à l'élection cette année-là.

Le Conseil d'administration nomme un président d'élections au mois de septembre. Celui-ci publie un Avis d'élection dans le site de la LBQ, généralement 6 semaines avant la date prévue des élections.

Tout membre de la LBQ, c'est-à-dire un membre en règle de l'ACBL de l'unité 152, peut soumettre sa candidature pour un poste d'administrateur avec l'appui de 3 autres

membres de la LBQ. Un formulaire prévu à cette fin peut être téléchargé sur le site Web de la LBQ ou encore pris sur le tableau dédié à la LBQ au Montmartre. Les candidatures et les appuis peuvent aussi être envoyés par courriel à l'adresse indiquée du président d'élection. Il est essentiel que les candidatures et les appuis soient transmis pour la date limite fixée dans l'Avis d'élection. Cette date est généralement 10 jours avant la date prévue de l'élection.

Dans l'éventualité où le nombre de candidats ayant rempli toutes les conditions est égal ou inférieur au nombre de postes à combler, le président d'élection émet un avis d'élection sans opposition pour tous les candidats.

Dans le cas contraire, il y a élection le vendredi et le samedi, jour de l'assemblée générale, jusqu'à 15h. Pour ces élections, le CA recrute 2 autres membres pour assister le président d'élection. Les membres votants choisissent parmi les candidats un nombre égal aux postes à combler. Sont élus, les candidats ayant reçu le plus de voix jusqu'à l'atteinte du nombre de postes à combler. -Modif. Nov. 2022

Article 32 :

Le conseil d'administration peut former tout autre comité spécial ou permanent, selon son besoin, mais ces comités n'auront d'autres pouvoirs que ceux qui lui seront spécifiquement délégués par le conseil.

CHAPITRE VI - LES FORMALITÉS

Article 33 :

Les présents statuts et ses règlements peuvent être révoqués ou amendés par le conseil d'administration, mais ces révocations ou amendements ne sont en vigueur que jusqu'à la prochaine assemblée générale ou spéciale et s'ils ne sont pas ratifiés à cette assemblée, ils cessent mais de ce jour seulement, d'être en vigueur.

L'énoncé de ces révocations ou amendements devra être inclus dans l'avis de convocation émis à ces occasions.

Article 34 :

En cas de dissolution de la Ligue, une Assemblée générale spéciale statuera sur la dévolution du patrimoine de la Ligue et désignera les membres chargés de la liquidation.

Article 35 :

Les présents statuts entrent en vigueur le 12 novembre 2022 après avoir été adoptés par l'Assemblée générale tenue à Québec le 12 novembre 2022.

Rédigés le 15 octobre 1977
Révisés le 17 novembre 2003
Révisés le 12 septembre 2009
Modifiés le 24 septembre 2011
Modifiés le 19 juillet 2016
Modifiés le 21 novembre 2022 (Art.21 et 31)